



**PRÉFET
DE LA CORRÈZE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction interdépartementale
des routes Centre-Ouest**

RÈGLEMENT D'APPEL A CANDIDATURE

Pour la Délégation de Service Public du dépannage et l'évacuation des véhicules légers sur l'Autoroute A20, les aires de repos, services et les diffuseurs dans les départements de la Corrèze

**Date limite de réception des dossiers :
le jeudi 4 septembre 2025 à 12h00 dernier délai**

sur la plate-forme dématérialisée des achats de l'État (PLACE) sous la référence du dossier DSPDEPANVL19

ou aux adresses suivantes (par voie postale ou remis sur place) :

**Direction Interdépartementale des Routes Centre-Ouest
District Sud/CEI d'Uzerche
43 Rue Léonard Royères, La Gane Lachaud,
19140 Uzerche**

Article 1 – OBJET DE L'APPEL A CANDIDATURE

Le présent appel à la candidature a pour objet l'agrément de dépanneurs sur l'autoroute A20 dans les départements de la Corrèze, pour le dépannage des véhicules légers (PTAC ≤ 3,5 tonnes) pour le compte de l'État : Direction Interdépartementale des Routes Centre-Ouest – DIRCO.

Le réseau concerné est divisé en trois secteurs d'interventions spécifiques définis par la commission de dépannage de l'A20 suivant le tableau ci-dessous.

Secteur A	entre la limite Haute-Vienne et l'échangeur n°45 soit du PR 223 au PR 243,700
Secteur B	de l'échangeur 45 à l'échangeur 48 soit du PR 243,700 au PR 264,500
Secteur C	de l'échangeur 48 à l'échangeur 53 soit du PR 264,500 au PR 285,369 limite ASF

Les bretelles des échangeurs, aires de repos ou de services sont incluses dans le périmètre des différents secteurs.

Article 2 – FORME DE L'APPEL A CANDIDATURE

Procédure de délégation de service public

Le candidat peut utiliser le formulaire **Document Unique Marché Européen** en se connectant sur le site www.marches-publics.gouv.fr (référence de la consultation **DSPDEPANVL19**) pour télécharger le dossier.

Nota : aucun dossier papier ne sera remis par la Préfecture 19 et la DIRCO

Article 3 – CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES

Il a pour objet de sélectionner des entreprises qui seront habilitées, au regard des conditions fixées dans le présent règlement, à effectuer des dépannages de VL sur l'Autoroute A20 en Corrèze.

Article 4 – PRISE EN CHARGE DES COÛTS D'EXPLOITATION ET RÉMUNÉRATION DU DÉLÉGATAIRE

Le délégataire assurera le financement des moyens en personnels et en matériels ainsi que l'intégralité des dépenses nécessaires à l'exploitation du service délégué.

La rémunération du délégataire sera assurée par l'utilisateur conformément à la réglementation en vigueur (arrêté du ministère des finances relatif au tarif des dépannages des véhicules sur autoroutes et routes express).

Article 5 – SECTORISATION

Le réseau de l'A20 de la DIRCO est divisé en 3 secteurs d'interventions définis à l'article 1.

Le nombre de dépanneurs agréés sur chacun de ces secteurs est fixé à un maximum de 4 dépanneurs pour l'agrément « véhicules légers » sur chacun des secteurs précités.

Un candidat peut être agréé sur plusieurs secteurs, s'il justifie de locaux, matériels et personnels suffisants permettant de respecter le délai d'intervention de l'article 5 du cahier des charges et la simultanéité possible de permanences.

Article 6 – DURÉE DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

La convention de la délégation de service est accordée, à compter de son entrée en vigueur, pour une durée de 5 ans.

La date prévisible est actuellement fixée au 1^{er} janvier 2026.

Le Préfet de la Corrèze se réserve le droit de procéder à une consultation partielle par zone pour les VL en raison de circonstances nécessitant de palier à des carences de dépanneurs, vu la durée des agréments.

Article 7 – RECEVABILITÉ DES CANDIDATURES

Les candidats doivent remplir les conditions administratives pour participer à une délégation de service public et satisfaire aux conditions d'agrément, et plus particulièrement du délai maximal d'intervention, prévues à l'article 5 du cahier des charges « dépannage et évacuation des véhicules légers de l'autoroute A20.

Au regard de l'engagement des candidats sur le délai d'intervention, en cas de doute de son respect les membres de la commission d'appel à candidature pourront contrôler avant la proposition d'agrément au Préfet le temps réel d'intervention sur le secteur choisi depuis l'emplacement de la structure du candidat .

Selon le résultat, un essai contradictoire avec le candidat pourrait être effectué et la candidature considérée non conforme si le délai constaté ne respectait pas le délai maximum exigé.

Article 8 – ORGANISATION GÉNÉRALE DE L'APPEL A CANDIDATURE

Composition du dossier de consultation :

- le règlement d'appel à candidature,
- le cahier des charges dépannage et évacuation des véhicules légers et ses annexes,

Les candidats devront répondre aux critères des conditions techniques mentionnées à l'article 2.2 du cahier des charges et des conditions administratives mentionnées à l'article 2.3 du cahier des charges.

Les candidats devront remettre dans le délai fixé par l'avis d'appel à la candidature un dossier comprenant :

1. le règlement d'appel à la candidature signé et accepté,
le cahier des charges et annexes signé et accepté,
la grille de notation signée et acceptée,
la grille des tarifs complétée et signée,

le cas échéant le modèle de note ou facture si différent de celui de l'annexe IV, la déclaration sur l'honneur complétée et signée de l'engagement du candidat.

2. les diverses pièces demandées, du cahier des charges, mentionnées aux articles 2.2 et 2.3 de celui-ci, répartis dans quatre rubriques distinctes : entreprise, locaux, personnels et matériels.

En outre l'attestation d'assurance des véhicules devra préciser si le transport des passagers est bien couvert dans le cas où il reste dans leur véhicule sur le plateau, après accord de l'utilisateur.

Les modalités de présentation et envoi sont précisées à l'article 9 du présent règlement de consultation.

Après la date de limite de dépôt fixée page 1, la commission d'appel d'offres se réunira pour procéder à l'ouverture de l'ensemble des offres reçues et établira un procès-verbal d'ouverture des offres. Suivront les visites des installations des candidats par la commission d'appel d'offres et un avis sur la conformité du dossier aux cahiers des charges sus-mentionné sera donné. À l'issue de la phase d'analyse, la commission d'appel d'offres arrêtera le classement des candidats suivant la note obtenue sur la base de la grille de notation annexée au présent règlement. **Seuls les candidats classés dans la limite du maximum fixé à l'article 5 seront retenus.** Pour finir, la commission d'appel d'offres proposera au préfet de la Corrèze le choix des dépanneurs pouvant être agréés.

Critères d'appréciation, de sélection et de classement des candidatures :

1. Contenu du dossier de la candidature
2. Moyens techniques (matériels et humains)
3. Équipements (accueil et installations)
4. Environnement (gestion des déchets, parc de stationnement)
5. Tarification

Les notations et pondérations par critères sont détaillées dans la grille de notation ci-jointe au présent règlement de consultation.

Article 9 – MODALITÉS DE PRÉSENTATION ET REMISE DES CANDIDATURES

Les dossiers seront à scinder en six parties :

- 1- Documents signés de la consultation – Cf article 8 alinéa 1

Les documents techniques et administratifs précisés aux articles 2.2 et 2.3 du cahier des charges ainsi que le présent règlement dûment paraphé et signé en dernière page.

- 2- Entreprise professionnelle du dépannage-remorquage :

- produire une attestation d'inscription au Registre du Commerce de la profession ou au Répertoire des Métiers de moins de 6 mois avec la mention Dépannage/Remorquage,

- justifier du paiement, ou exonération, de la dernière cotisation fiscale et sociale,
- justifier d'une garantie pour un montant suffisant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que le garagiste dépanneur pourrait encourir en raison de son activité professionnelle (locaux et véhicules) et d'en indiquer le montant,
- justifier d'une garantie pour les véhicules transportés,
- justifier d'une assurance pour les personnes transportées à titre gracieux ,
- justifier d'une assurance pour les personnes transportées en cas de transport sur le plateau.

3- Locaux :

- produire un document de propriété ou de location des locaux dont il dispose en pleine jouissance légale,
- avoir une salle d'attente à usage exclusif des clients, accessible 24 h/24 h,
- mettre à disposition un téléphone réservé exclusivement à la clientèle,
- avoir un sanitaire (PMR),
- avoir une aire de stockage fermée pouvant accueillir au moins cinq véhicules légers,
- avoir une aire de stockage fermée et couverte pouvant accueillir au moins trois véhicules légers,
- justifier d'une garantie pour les véhicules ou marchandises stockés.

4- Personnel :

- présenter la Déclaration Annuelle des Salaires (D.A.D.S.) ou tout document justifiant les personnes travaillant dans l'entreprise,
- présenter les permis de conduire du personnel effectuant les interventions,
- employer un personnel d'intervention ayant une compétence et/ou une expérience professionnelle dans le domaine professionnel du dépannage-remorquage, et en nombre suffisant et cohérent avec le nombre de véhicules présentés à l'agrément,
- employer et/ou former du personnel pour le dépannage des véhicules électriques (habilitations B2XL).

5- Matériels :

- posséder un matériel suffisant pour dépanner et évacuer les véhicules et assister les passagers jusqu'à la fin de l'intervention : le matériel d'évacuation sera constitué à minima d'une dépanneuse homologuée, répondant à l'arrêté du 27 juin 2024, équipée d'un véhicule plateau d'une charge utile supérieure ou égale à 3,5 tonnes et d'une double cabine ou profonde.
- posséder des véhicules d'intervention reliés en permanence à leur base (radio, téléphone, ...),
- posséder des dépanneuses équipées de cônes, extincteurs, boudriers, pelle, balais, produit absorbant,
- justifier de la possession des certificats et des autorisations de mise en circulation (carte grise et carte blanche,...) de tous les véhicules qu'il présente à l'agrément
- nota : le professionnel du dépannage-remorquage pourra par la suite demander l'agrément auprès de la commission départementale, l'agrément d'autre matériel sous réserve qu'ils soient conformes au cahier des charges et qu'ils soient acceptés.
- produire les documents attestant que le garagiste dépanneur est propriétaire ou locataire des véhicules soumis à l'agrément (facture d'achat ou contrat de location),

Modalités de remise des candidatures :

En cas de candidature pour plusieurs secteurs, un dossier par secteur doit être fourni et il sera accepté que le candidat joigne une enveloppe générale avec la mention :

Pièces administratives pour la Délégation de Service Public pour le dépannage des véhicules légers sur l'A20, les aires de repos et les diffuseurs dans le département de la Corrèze, si elles sont communes aux différents secteurs.

Mode dématérialisé :

Le dossier de candidature est déposé sur la plate-forme dématérialisée des achats de l'État (PLACE) sous la référence du dossier DSPDPANVL19

Mode papier :

Le dossier sera adressé sous pli cacheté par LR/AR à la Direction Interdépartementale des Routes du Centre Ouest, District Sud/CEI d'Uzerche - 43 Rue Léonard Royères, La Gane Lachaud, 19140 Uzerche ou remis à ce même lieu contre récépissé.

Il sera placé sous enveloppe extérieure cachetée avec la mention :

Appel à la candidature

Délégation de Service Public pour le dépannage et l'évacuation des véhicules légers sur l'A20, les aires de repos, services et les diffuseurs dans le département de la Corrèze.

NE PAS OUVRIR

Direction Interdépartementale des Routes du Centre Ouest

District Sud

43 Rue Léonard Royères, La Gane Lachaud

19140 UZERCHE

avec les mentions de l'expéditeur

Ce dossier contiendra une enveloppe intérieure également cachetée avec le dossier complet d'appel à la candidature avec la mention :

Délégation de Service Public pour le dépannage et l'évacuation des véhicules légers sur l'A20, les aires de repos, services et les diffuseurs dans le département de la Corrèze.

Secteur : à préciser A, B ou C

avec les mentions de l'expéditeur

Article 10 – RECEVABILITÉ DU DOSSIER

1. Les dossiers qui seraient reçus, remis ou déposés après la date limite de réception indiquée page 1 à 12h00 dernier délai ainsi que les dossiers remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

2. Il est rappelé que le ou les signataires de la candidature doit(vent) être habilité(s) à engager l'entreprise.

Ce règlement d'appel à candidature comporte 7 pages et 4 annexes (Cf article 8).

Le dépanneur,
(faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé ce règlement d'appel à candidature dans son intégralité » et apposer le cachet de l'établissement)

Fait à

le

Cachet de l'entreprise et
Nom et signature du représentant de l'entreprise